

**Objet: Note d'Information sur le traitement des données personnelles, conformément à l'art. 13 du règlement UE 2016/679.**

Le règlement de l'UE 27 avril 2016, n. 679 prévoit le droit à la protection des données personnelles concernant les personnes physiques.

Conformément à cette législation, notre société, dans l'intention de traiter vos données personnelles, souhaite vous informer au préalable, conformément à l'art. 13 du règlement UE 2016/679, que ce traitement sera fondé sur les principes de licéité, correction et transparence, de limitation de la finalité, de minimisation des données, d'exactitude, de limitation de la conservation, d'intégrité, de confidentialité et de responsabilisation, ainsi que de protection de votre confidentialité et de vos droits.

Nous vous fournissons donc les informations suivantes concernant le traitement de vos données personnelles que nous avons l'intention d'effectuer :

Le traitement a la **finalité** d'insertion dans les archives clients pour la gestion pré-contractuelle (devis), contractuelle d'achat/vente de produits et services, d'exigences internes de type opérationnel ou gestionnel, de gestion comptable, fiscale, de droit civil et d'obligations liées, ainsi que de communications commerciales faisant partie du **secteur de référence de la société, concernant des produits/services analogues** à ceux déjà demandés par le client.

Le traitement sera effectué par des personnes spécialement désignées, dans les **modalités** suivantes : **électronique et sur papier**

La **fourniture** de vos données est **obligatoire** pour l'enregistrement de vos factures et pour les autres formalités inhérentes aux rapports contractuels. Nous vous invitons à omettre les données qui ne sont pas pertinentes aux finalités spécifiques pour lesquelles elles sont fournies.

L'éventuel défaut de fourniture de vos données pourrait comporter la **non-exécution ou l'exécution partielle** du contrat et compromettre la poursuite des rapports.

Les **responsables** auxquels vos données personnelles (données d'état civil, comptables et fiscales) peuvent être communiquées sont les

suyvants :

- les responsables faisant partie du secteur administratif et commercial de notre société ;
- les parties externes pouvant éventuellement exercer des obligations fiscales, comptables et la gestion des systèmes d'information pour le compte de notre société ;
- les établissements de crédit pour la gestion des paiements et des encaissements dérivant de l'exécution des contrats ;
- les sujets auxquels le droit d'accès aux données est accordé par des dispositions légales ou réglementaires ;
- d'autres sujets prévus par la loi.

Les données collectées sur papier seront dûment **conservées** pour une période maximale de **10 ans** conformément à l'art. **2220 c.c.**

Les **données électroniques** collectées seront dûment **conservées** conformément à **l'art. 13. c.2, lettre a) deuxième partie** du **règlement UE 2016/679, pour une durée variable, selon des critères d'équilibre d'intérêts légitimes de la société (liés à des**

**contrôles fiscaux, à une correspondance commerciale spéciale, tels que les litiges, les arriérés, les questions juridiques, des achats périodiques, à des fins statistiques, de production et de qualité).**

**La possibilité de diffuser les données n'est pas prévue** (diffusion = communication à des sujets indéterminés)

Le **Titulaire** du traitement est **M.A.U.S. ITALIA S.P.A.** dont le **siège** se trouve **STRADA PROVINCIALE SP 415 EX SS PAULLESE KM 30 CIV.M. – 26010 (NUOVA STRADA DI ARROCCO) BAGNOLO CREMASCO (CR)**

Conformément à l'art. 13, par. 2, lettres b), c), d) du règlement UE 2016/679, vous pourrez, en contactant le Titulaire du traitement, faire valoir les droits suivants concernant le traitement de vos données personnelles :

- droit d'**accès** (art. 15) ;
- droit de **rectification** (art. 16) ;
- droit de **suppression** (art. 17) ;
- droit de **limitation** (art. 18) ;
- droit à la **portabilité de la donnée** (art. 20) ;
- droit d'**opposition** (art. 21) ;
- droit d'introduire une **réclamation auprès d'une autorité de contrôle** (art. 77) ;
- droit de **retrait du consentement**, dans les cas prévus par l'art. 6, par. 1, lettre a) ou par l'art. 9, par. 2, lettre a).



